

ANNEXE 1 : Bilan de la contractualisation avec les associations nationales sur la période 2014-2018

Au cours de la période 2014-2018, la Cnaf a apporté son soutien financier à cinquante-deux associations pour un montant total de 19 535 770 €.

Pour l'ensemble de ces structures, les objectifs de contractualisation validés en 2014 ont été atteints : les projets initiés dans ce cadre ont été mis en œuvre en intégrant des indicateurs de suivi et de résultat.

L'évaluation qualitative des conventions de partenariat entre la Cnaf et les associations nationales ont permis d'identifier une qualité croissante des actions mais aussi des perspectives de nouveaux développements et de valorisation de nos partenariats.

La présente annexe expose la richesse des activités des associations partenaires de la Cnaf, leur capacité à animer les territoires, à créer du lien social et à innover pour répondre aux attentes des familles.

Elle présente le bilan des principaux axes de contractualisation de la Cnaf avec les associations nationales sur la période 2014/2018.

1. Rappel des modalités de financement et de soutien des associations nationales

La Commission d'action sociale du 17 septembre 2013 a défini la doctrine de financement des associations nationales sur la période 2014-2018.

Le soutien financier accordé aux partenaires associatifs s'est réalisé selon les trois modalités :

- **l'aide contractuelle pluriannuelle** : allouée aux associations nationales et têtes de réseau associatif disposant d'antennes locales sur au moins trente départements et ayant établi des liens de partenariat avec au moins vingt Caf. Dans ce cas, la Cnaf a contractualisé sur plusieurs objectifs, en cohérence avec les missions définies dans la Cog ;
- **le soutien au projet** : accordé aux associations nationales et têtes de réseau implantées sur au moins dix départements. Dans ce cadre, la Cnaf a proposé une aide ponctuelle au projet ou à la réalisation d'une action particulière ;
- **le soutien au développement et à la structuration du réseau associatif** : cette modalité visait à contribuer au démarrage, à la structuration, à l'organisation en tête de réseau, à l'animation et la coordination de toutes les activités utiles au développement du fonctionnement en réseau.

Ces trois aides visaient à soutenir le fonctionnement des têtes de réseaux pilotant et animant leur propre réseau d'associations locales.

2. Rappel des modalités de versement de la subvention et du suivi du partenariat

Les partenariats ont été formalisés par voie de conventions établies entre la Caisse nationale et l'association précisant les objectifs négociés, le montant de la subvention attribuée et les modalités de versement.

Les paiements ont été alloués annuellement et versés en deux fois :

- un acompte de 70% attribué l'année N ;
- un solde de subvention de 30% octroyé l'année N+1, sous réserve de la production des justificatifs tels que prévus dans la convention.

Chaque année, le versement du solde de la subvention était conditionné par la production par l'association du bilan de l'année écoulée présentant l'état d'avancement des objectifs de la convention, son rapport d'activité et un bilan financier. Ces documents ont pour objet de se garantir à la fois du bon déroulement des projets et de la viabilité de la situation financière de l'association¹.

En complément de ce suivi annuel, des bilans de la convention de partenariat ont été réalisés (à mi-parcours et au terme de la contractualisation).

¹ Un diagnostic financier est réalisé systématiquement à partir des bilans comptables et des rapports aux commissaires aux comptes.

3. Un partenariat majoritairement structuré autour de l'aide contractuelle pluriannuelle

Au cours de la période 2014-2018², la Cnaf a conclu des conventions d'objectifs et de financement avec **cinquante-deux fédérations³ et associations nationales**.

Les financements ont été majoritairement mobilisés dans le cadre de l'aide contractuelle pluriannuelle (88% du budget) au titre de trente-sept associations.

Cette modalité de partenariat a constitué le principal vecteur de soutien aux associations nationales. Elle a contribué à inscrire leurs actions dans la durée et à conduire au sein de leur réseau, des projets de qualité et d'envergure.

L'aide au projet ponctuel (5% du budget) a concerné onze associations⁴ : les projets développés étaient axés sur la mobilisation autour des valeurs de la République, l'inclusion numérique, le soutien à la parentalité, l'accompagnement à la scolarité, le soutien au départ en vacances des familles et des adolescents et le développement de la qualité de l'accueil sur les temps périscolaires.

Enfin, le soutien au développement et à la structuration du réseau (7% du budget) a été mobilisé pour quatre associations⁵.

4. Des partenariats centrés sur le pilotage et l'animation de réseau dont la mise en œuvre est fortement liée aux caractéristiques de chaque association

L'ensemble des associations partenaires au titre de leur fonction de tête de réseau, ont assuré le développement d'offres de service structurées à destination de leurs membres, articulées autour de plusieurs axes :

- animer et favoriser les mises en relation au sein de leur réseau ;
- accompagner les structures dans leur développement et leur gestion ;
- développer des activités d'ingénierie ;
- piloter des projets ;
- remplir des missions d'alerte, d'expertise, de collecte et d'analyse de données.

Ces fonctions sont exercées différemment selon les caractéristiques de chaque association : la taille du réseau et son implantation géographique et territoriale, le champ d'activité (mono/multi-sectoriels), l'importance et la qualification des personnels ou encore le modèle économique.

² Pour les conventions de partenariat arrivant à leur terme fin 2017, la Cas du 16/05/2017 a décidé de reconduire les financements des associations pour une année supplémentaire dans l'attente de la signature de la nouvelle Cog et de l'adoption de la nouvelle doctrine vie associative.

³ Cf annexe 1 Liste des fédérations financées 2014-2018

⁴ Fédération Jumeaux et plus, Fédération des Pep, Vacances Ouvertes, Ariana, Scouts musulmans de France, Jeunesse au plein air, Cnidff, Confédération des MJC, Unapp, Réseau Cosi, FNAAP/CSF.

⁵ Loisirs Pluriels, Cpcv, Unclaj, Unij.

➤ *Observations relatives à l'implantation territoriale*

Certaines têtes de réseau, particulièrement les plus anciennes, sont fortement territorialisées avec une représentation et des relais à tous les échelons administratifs du territoire : national, régional, départemental, communal. Sont concernés : Les Francas, le Cemea, la Ligue de l'enseignement, le Cnidff, Léo Lagrange, Familles rurales. Implantées sur l'ensemble de la métropole, elles sont également présentes sur les territoires d'outre-mer.

Ce maillage territorial leur permet d'élaborer une vision globale des politiques sociales et familiales et de garantir leur mise en œuvre. Fortes de cette analyse, elles sont en mesure d'enrichir les réflexions nationales de la branche Famille et des pouvoirs publics.

Les temps de bilan ont permis d'identifier de fortes interrogations de la part des associations, face à la régionalisation de l'action publique mise en œuvre dans le cadre de la loi de modernisation de l'action publique territoriale. En effet, cette réforme réinterroge les logiques d'implantation et de partenariats financiers mises en œuvre par les réseaux associatifs. Certaines têtes de réseau tentent ainsi de réorganiser leur implantation territoriale en cohérence avec les nouvelles régions, tout en veillant à maintenir une proximité avec leurs associations locales. Ces transformations peuvent constituer de véritables défis dans un contexte d'érosion des financements publics.

➤ *Observations relatives au modèle économique*

Les financements des fédérations et associations nationales connaissent depuis plusieurs années, d'importantes évolutions notamment en termes de volume, liées à une baisse des financements publics.

Certaines structures évoquent subir aujourd'hui de plus fortes contraintes financières, les obligeant à diversifier leurs sources de financement, en particulier par la recherche de fonds privés, et à rationaliser leurs dépenses de fonctionnement. Ces situations impactent leurs activités, la nature des projets développés et les publics cibles.

Si certaines têtes de réseau disposent de ressources significatives, grâce à l'apport de subventions ou de ressources propres (actifs détenus, cotisations, dons, mécénat, etc...), d'autres ont des budgets de fonctionnement beaucoup plus contraints.

En outre, de réelles fragilités budgétaires ont été identifiées chez certains de ces partenaires pouvant s'expliquer, selon les cas, par des difficultés de gouvernance, ou d'absence de soutien financier par d'autres financeurs publics. Les associations concernées sont les suivantes : Ufnafaam, Association nationale des Petits Débrouillards, Cpcv, Unhaj, Unij, Ufcv, Ariana.

Le pluri financement constitue, pour un nombre majoritaire d'associations, le modèle économique type. Près de 50% d'entre elles bénéficient, en complément de l'apport Cnaf, de financements publics, en provenance d'administrations centrales⁶ (Djepva, Dgsco, Dgcs, Cget, Sadjav, Dhup, Cipdr et Cnsa) et d'organismes de la sécurité sociale (Ccmsa, Cnav, Cnam).

⁶ Djepva : Direction de la jeunesse de l'éducation populaire et de la vie associative
Dgsco : Direction générale de l'enseignement scolaire, Dgcs : Direction générale de la cohésion sociale, Cget : Commissariat général à l'égalité des territoires, Sadjav : Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de l'Aide aux Victimes, Dhup : Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, Cipdr : Comité interministériel prévention délinquance et radicalisation, Cnsa : Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

4.1 Un partenariat hétérogène avec le réseau des Caf

Les Caf développent des relations partenariales avec les associations locales adhérentes ou fédérées par les têtes de réseau partenaires de la Cnaf. Ces coopérations sont formalisées par des conventions de partenariat et/ou de financement avec les fédérations départementales.

Les financements engagés par les Caf proviennent de leurs fonds locaux et sont principalement octroyés sous forme de subvention de fonctionnement sur projet ou d'investissement. Selon leurs secteurs d'activité et leurs offres de services, les associations locales peuvent également bénéficier de fonds nationaux Cnaf (prestations de service, fonds publics et territoires, fonds parentalité).

Les éléments de bilan illustrent un partenariat inégal entre le réseau associatif et celui des Caf, selon le champ d'activité et le niveau de structuration des fédérations.

Les disparités identifiées tiennent principalement au niveau des partenariats avec les fédérations départementales, sachant que chaque Caf décide souverainement, sur décision de son conseil d'administration, de contractualiser avec les associations qui la sollicitent, notamment en fonction des moyens dont elle dispose.

Ainsi, certains réseaux, du fait d'une structuration à l'échelon départemental, ont développé des liens privilégiés avec les Caf, en s'appuyant sur leurs fédérations départementales (Anil, Fncidff, Fcsf, Unij, Unhaj, Soliha).

À l'inverse, une structuration au niveau régional conduit à constater un partenariat moins développé avec les Caf : c'est le cas de l'Uniopss, par exemple.

Pour autant, la majorité des associations de ces réseaux sont financées par les Caf (fonds nationaux et/ou fonds locaux).

Une meilleure connaissance par les Caf des financements nationaux accordés par la Cnaf doit pouvoir contribuer à renforcer ou ajuster les partenariats à l'échelon local. L'information technique⁷ diffusée au réseau début 2018 permet d'ores et déjà aux Caf d'identifier les associations financées par la Cnaf.

5. Des partenariats couvrant les principaux champs d'intervention de la branche Famille avec une prédominance du secteur jeunesse

Les associations couvrent les principaux champs d'intervention de la branche Famille⁸, avec une dominante enfance-jeunesse.

⁷ It-2018-039 Diffusion des nouvelles conventions de partenariat et des bilans 2016 des associations nationales. Présentation de la Balf Vie associative

⁸ Cf annexe 1 : tableau récapitulatif des domaines d'intervention et des montants versés par association.

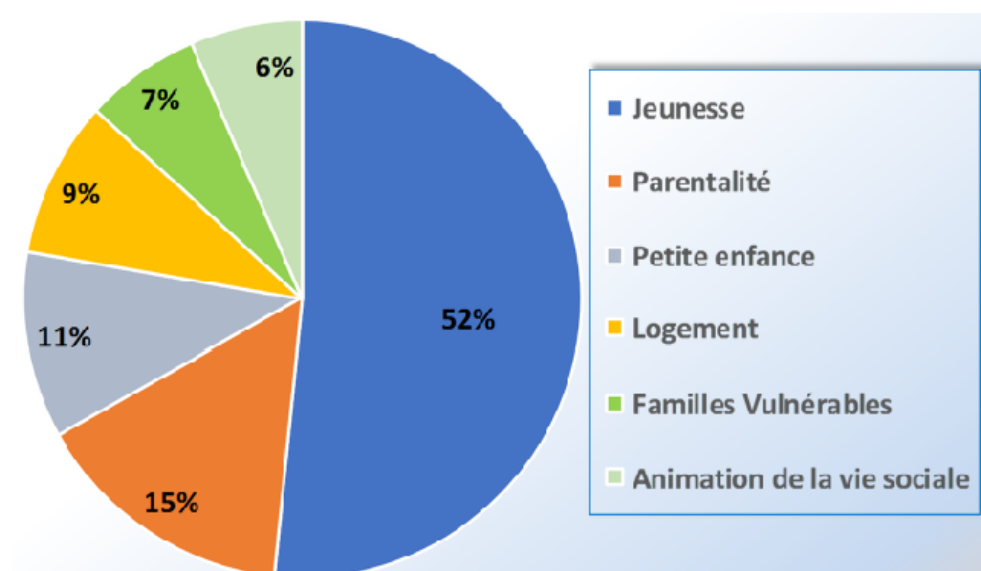
L'historique depuis 1968 du soutien aux associations nationales conduit à constater que les premiers financements ont été fléchés sur la thématique jeunesse et attribués aux :

- **principales associations d'éducation populaire**⁹ pour soutenir l'ingénierie de formation des animateurs et des bénévoles, dans le domaine notamment de l'accueil des enfants dans les structures de loisirs et de vacances, hors temps scolaire ;
- **foyers de jeunes travailleurs** grâce au financement de l'Ufjt/Unhaj.

Ce soutien financier a permis le développement et la structuration de ce secteur, ainsi que la professionnalisation du métier d'animateur¹⁰.

Progressivement, à partir des années 80, les autres secteurs d'intervention de la Branche ont fait l'objet d'un appui financier de la Cnaf.

➤ Répartition des financements par secteur d'intervention



5.1 Les partenariats en faveur de la jeunesse

Au cours de la période 2014-2018, 23 associations ont contractualisé avec la Cnaf pour un montant total de **10 070 675 €**, soit près de 52% du budget alloué aux associations nationales.

Les projets développés répondaient à des enjeux forts pour la Cnaf, au regard notamment des défis posés par la mise en œuvre de la réforme des rythmes éducatifs et son impact sur l'organisation et la qualité des temps périscolaires et extra-scolaires.

Ces associations œuvrent souvent selon une approche transversale et proposent une continuité d'interventions entre la petite enfance, l'enfance, l'adolescence et la parentalité.

⁹ La ligue de l'enseignement, les Cemea, les Francas, Familles Rurales, Léo Lagrange, l'Unhaj, Mrjc, Confédération Nationale des Foyers Ruraux.

¹⁰ Pour rappel, en 1972, création de la formation d'animateur et du diplôme Bafa (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur).

Parmi ces associations, une quinzaine d'entre elles¹¹ participent activement au « comité partenarial enfance-jeunesse » mis en place par la Cnaf en 2017 : elles apportent ainsi leurs contributions aux travaux institutionnels de la Branche autour des politiques en direction de l'enfance et de la jeunesse.

Certaines autres associations ont développé des actions en faveur du dispositif Promeneurs du Net. Elles se sont fortement investies avec leurs réseaux respectifs dans ce nouveau dispositif porté par la Branche, notamment autour de l'ingénierie de projet, la formation et la coordination.

À titre d'exemple, la Ligue de l'Enseignement dès 2017, s'est mobilisée pour assurer la coordination et la formation des promeneurs du net et veiller à la mobilisation de son réseau. Plusieurs autres fédérations départementales sont en discussion avec des Caf, non encore impliquées dans le dispositif ou en recherche de nouveaux partenaires sur leurs territoires.

Un « guide des promeneurs du net », écrit par et pour les fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement sera par ailleurs disponible à l'automne pour tous les acteurs, y compris hors fédérations. Il regroupe les savoir-faire acquis lors de cette première année d'engagement.

La fédération Ligue de l'Enseignement d'Indre et Loire a, pour sa part, contribué à la production d'une vidéo locale de présentation (avec le soutien de la Caf de Touraine) : <https://www.youtube.com/watch?v=AQGutnwFAmw>

5.2 Les partenariats en faveur du soutien à la parentalité

Douze associations ont contractualisé avec la Cnaf au titre du soutien à la parentalité, pour un montant total de **2 843 265 €**, soit près de 15% du budget alloué aux associations nationales.

Les projets mis en œuvre en cohérence avec les objectifs de la Cog 2013-2017 « soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents enfants », visaient à :

- accompagner les parents dans l'exercice de leur fonction parentale ;
- renforcer les liens parents/enfants ;
- favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement en leur permettant d'exercer leurs responsabilités citoyennes.

5.3 Les partenariats en faveur du secteur de la petite enfance

Sept associations au titre de la petite enfance ont contractualisé avec la Cnaf pour un montant total de **2 087 780 €**, soit près de 11% du budget total dédié au financement des associations nationales.

Ces associations ont fortement accompagné leur réseau dans l'appropriation des dispositifs mis en œuvre autour de la petite enfance, et les professionnels du secteur dans le cadre d'actions d'information, de formation, de mise en réseau.

Elles ont également favorisé la participation des familles aux actions et aux réponses sociales en matière de petite enfance et globalement œuvré au

¹¹ Cemea, Francas, Léo Lagrange, La Ligue de l'enseignement, MRJC, Scouts et Guides de France, Unhaj, Afev, Fédération des Pep, Unclajj, Vacances Ouvertes, Ufcv, Unij, Jeunesse au plein air.

développement d'une offre de services de qualité dans les territoires ruraux ou les quartiers en politique de la ville, via l'élaboration de projets petite enfance.

Ces associations participent par ailleurs étroitement, avec les services de la Cnaf, aux réflexions sur l'évolution de la politique familiale petite enfance notamment par la présence active au comité partenarial petite enfance de l'Acepp, de l'Uniopss et de Familles rurales.

5.4 Les partenariats en faveur du logement

Cinq associations ont contractualisé avec la Cnaf au titre du logement pour un montant total de **1 843 600 €**, soit près de 10% du budget alloué aux associations nationales.

Le financement de la Cnaf leur a permis de renforcer leur action, principalement autour de deux axes : l'accompagnement, l'information et le conseil d'une part, les travaux de recherche et d'études d'autre part.

5.5 Les partenariats en faveur des familles vulnérables

Cinq associations ont, au titre de la thématique « familles vulnérables », contractualisé avec la Cnaf pour un montant total de **1 386 600 €**, soit près de 7% du budget alloué aux associations nationales.

Les principales actions conduites avaient pour objectifs de « favoriser l'intégration sociale des familles dans leur environnement et contribuer à la cohésion sociale sur les territoires » et « aider les familles confrontées à des événements ou des difficultés fragilisant la vie familiale ».

Ces associations dressent le constat d'une précarisation plus importante ces dernières années, avec l'accueil d'un public en nette augmentation. L'accroissement du nombre de familles en difficulté, hébergées dans des dispositifs d'urgence et d'hébergement temporaire ont conduit ces fédérations à développer des initiatives et des projets visant à faciliter l'insertion sociale et l'accompagnement de ces publics dans la vie au quotidien.

5.6 Les partenariats en faveur de l'animation de la vie sociale

Au croisement de plusieurs politiques publiques, l'animation de la vie sociale contribue à la mise en œuvre de nombreux engagements de la Branche, notamment dans les domaines de la parentalité, la jeunesse, la lutte contre la précarité.

Les dynamiques développées par les têtes de réseau dans ce secteur sont riches, diversifiées et pertinentes, particulièrement sur les territoires ruraux et les quartiers politiques de la ville. La démarche globale fondant les actions des structures de l'animation de la vie sociale et la mobilisation associée des habitants constitue un levier essentiel pour apporter des solutions aux besoins des familles mais aussi répondre aux problématiques sociales collectives d'un territoire.

Au 31 décembre 2017, on dénombrait 2 269 centres sociaux agréés dont 1 454 (64%) en gestion associative et 1 172 espaces de vie sociale dont 1 145 (97%) en gestion associative.

Les actions portées par ces associations ou fédérations sont complémentaires à celles mises en œuvre par le réseau des Caf : les Caf apportent des compétences en ingénierie sociale et engagent des moyens financiers importants

pour accompagner les gestionnaires associatifs dans leurs projets de développement de l'animation de la vie sociale.

5.7 Les partenariats en faveur de la laïcité, la promotion des valeurs de la République et la prévention de la radicalisation

La branche Famille s'est fortement mobilisée fin 2015 autour de la promotion des valeurs de la République et la prévention de la radicalisation.

Dans le cadre des travaux engagés avec le réseau des Caf et les partenaires, certaines associations conventionnées se sont mobilisées aux côtés de la Cnaf pour contribuer aux réflexions engagées au sein du comité consultatif (collège des partenaires)¹² et aux travaux sur la Charte de la laïcité de la Branche¹³.

Elles ont auprès de leurs réseaux respectifs, œuvré à la promotion de la Charte et à leur mobilisation pour développer des actions de prévention autour des valeurs de la République.

Certaines d'entre elles se sont fortement investies autour de l'ingénierie de projet et d'actions de formation. Il s'agit particulièrement des associations suivantes : Fnepe, Cemea, Francas, Léo Lagrange, Confédération des Mjc de France, Fcsf. Elles ont ainsi déployé des supports (guides et kits de laïcité), proposé des formations à destination des professionnels et organisé des colloques et des journées d'étude.

La Confédération des MJC de France, dans le cadre d'un projet « savoir, comprendre, agir, pour dire non à la haine » (NALH), a réalisé deux actions consistant en :

- La conception et l'animation de 7 expositions interactives, itinérantes en France : Savoir, Comprendre, Agir, pour dire non à la haine (Nalh) ;
- La création d'espaces de participation et de codécision des jeunes.

Au 31 mars 2018, on dénombrait onze outils d'animations « Nalh » déployés, 26 545 personnes mobilisées dont une très grande majorité de jeunes et 200 animateurs formés dans le réseau des Mjc.

6. Conclusion

Il ressort des éléments de bilan que les fédérations et les associations nationales constituent des partenaires incontournables pour la branche Famille. Elles permettent de décliner au plus près des familles, les orientations politiques arrêtées avec l'État.

Les associations nationales et leur relais locaux concourent à la réalisation des missions de la Branche. Elles contribuent à décliner, au niveau local, en concertation avec les Caf, l'ensemble de nos politiques d'intervention.

Elles participent à la valorisation et à la mise en œuvre des politiques institutionnelles sur l'ensemble du territoire. Le caractère multiforme et complémentaire du tissu associatif permet d'irriguer son action sur la totalité des espaces habités, des quartiers les plus défavorisés aux zones rurales les plus éloignées.

¹² Mrjc, Cemea, Familles de France, Fnars, Fcsf, Fédération du scoutisme de France.

¹³ Petits Débrouillards, Cemea, Francas, Ariana, Fédération du scoutisme Français, Cnidff, Familles Rurales, Fcsf, Confédération des Foyers ruraux, Fnars.

En soutenant l'action et le rôle des têtes de réseau dans le cadre des conventions pluriannuelles de partenariat, la Cnaf permet aux fédérations et associations nationales de :

- valoriser la capacité d'innovation et d'expérimentation portée par les associations ;
- contribuer à l'évolution des politiques sociales et familiales de la branche Famille ;
- renforcer et compléter l'action du réseau des Caf.